



## **Salaires. Emploi. Protection Sociale : mobilisation générale**

### **Sécurité Sociale**

### **MSA**

Depuis deux mois, des centaines de milliers de personnes manifestent leur colère contre les fins de mois de plus en plus difficiles, la pauvreté grandissante chez les travailleurs, les privés d'emploi et les retraités.

### **RSI**

Les annonces du gouvernement, telle la « hausse » de la prime d'activité de 100 € n'ont convaincu personne. Macron affiche son mépris de classe en nous conseillant de « traverser la rue », « d'avoir le sens de l'effort » et d'arrêter de « déconner ».

### **Mutualité**

Il refuse de répondre aux revendications de justice sociale qui s'expriment. Les grèves massives, en intersyndicale, dans le Service Public de l'emploi ou la Sécurité Sociale sont pourtant des messages forts envoyés au gouvernement.

### **Retraite et Prévoyance**

La mobilisation des « Gilets Jaunes » se poursuit. La détermination des manifestants reste intacte malgré la violente répression qu'ils subissent. Partout sur le territoire, on assiste chaque samedi à un déploiement de forces de l'ordre sans précédent.

### **Aide et Maintien à Domicile**

Arrestations arbitraires, répression aveugle, arme de dissuasion frappent les manifestants causant des blessures parfois irréversibles. Cette violence étatique est inacceptable. Elle doit cesser.

### **Pôle Emploi**

Dans une dérive toujours plus autoritaire, le gouvernement en profite pour durcir l'arsenal législatif remettant ainsi en cause notre liberté de manifester, fondement même d'une société démocratique. Il entend museler le peuple pour faire taire toute contestation sociale.

### **Missions Locales/PAIO**

De plus, il met en place une police des chômeurs, véritable dispositif pour criminaliser les privés d'emploi plutôt que de lutter enfin contre le chômage.

### **Régies de Quartier**

Parallèlement Macron lance son « grand débat national » : de la poudre aux yeux. Thématiques inspirées par l'extrême-droite, publics choisis, réponses orientées : ne tombons pas dans le piège !

### **Associations/Divers**

Nous ne participerons pas à cette mascarade. La CGT ne doit pas servir de caution. Pas besoin de ce « grand débat national » pour décréter l'augmentation des salaires et améliorer nos conditions de vie. La CGT a toujours porté ces revendications.



**Fédération Nationale Cgt des Personnels des Organismes Sociaux**

263, rue de Paris Case 536—93515 Montreuil Cedex —Tél. : 01 55 82 87 01 — Fax : 01 48 59 24 75

[fede@orgasociaux.cgt.fr](mailto:fede@orgasociaux.cgt.fr)—[www.orgasociaux.cgt.fr](http://www.orgasociaux.cgt.fr)



Par contre, organisons partout où cela est possible des assemblées générales, mettons en débat, à partir de nos revendications, dans nos organismes, la généralisation de la grève.

Nous devons également réfléchir à la construction d'une grande journée de grève et de manifestations regroupant l'ensemble de notre champ fédéral, notamment sur la question des salaires.

Augmenter sans attendre les salaires, les retraites et les minima sociaux, c'est possible car de l'argent il y en a : 2018 est une année record avec 57 milliards de dividendes versés aux actionnaires en hausse de 12%, contre 1.5% pour le SMIC. La fraude fiscale atteint des records, estimée à 100 milliards d'euros.

Pour gagner la justice sociale et la transformation de la société nous appelons tous nos syndicats CGT à s'impliquer dans les luttes existantes partout où sont partagées nos valeurs et nos revendications : SMIC à 1800 €, augmentation des minima sociaux, fin des exonérations de cotisations sociales, rétablissement de l'ISF...

Allons à la reconquête de notre Protection Sociale, à la défense du salaire socialisé et la mise en place d'une Sécurité Sociale à 100 % ! Combattons fermement la remise en cause de notre modèle social, de nos retraites, de l'assurance chômage...

Amplifions les mobilisations en cours dans de nombreux secteurs :

- **le 29 janvier**, grève et manifestations en intersyndicale dans le Régime général de Sécurité Sociale, la Msa et le Rsi,

- **le 31 janvier**, à l'appel de l'intersyndicale des Retraités, pour la défense de nos retraites

- **le 5 février**, grève et manifestations interprofessionnelles. **POUR RÉPONDRE À L'URGENCE SOCIALE**

« *La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat.* »

Henri KRASUCKI



**Fédération Nationale Cgt des Personnels des Organismes Sociaux**

263, rue de Paris Case 536—93515 Montreuil Cedex —Tél. : 01 55 82 87 01 — Fax : 01 48 59 24 75

[fede@orgasociaux.cgt.fr](mailto:fede@orgasociaux.cgt.fr)—[www.orgasociaux.cgt.fr](http://www.orgasociaux.cgt.fr)